

I - Le TOFE et ses soldes

Le TOFE commence par les opérations non remboursables (recettes et dépenses) et se termine par les opérations remboursables (financement). Ces données sont enregistrées base caisse. Toutefois, les dépenses sont d'abord enregistrées base ordonnancement et corrigées ensuite par la variation des arriérés pour obtenir les résultats base caisse.

1. Les recettes totales du TOFE comprennent tous les paiements reçus par l'Administration Centrale et les Organismes Autonomes qui sont des paiements non remboursables, avec ou sans contrepartie. En sont exclues, toutes les ressources extérieures servant à financer le budget d'investissement, de même que les aides budgétaires directes fournies par des pays amis. En outre, les recettes émanant de l'Administration des Impôts et de l'Administration des Douanes et contenues dans le TOFE sont nettes des exonérations (MP3). Ceci est à la base des écarts observés entre les recettes totales de ces Administrations financières et retracées dans les deux premiers tableaux.

2. Le service de la dette ne comprend que les échéances normales honorées au titre des dettes extérieure et intérieure.

3. Le premier solde dégagé par le TOFE est le solde primaire courant. C'est la différence entre les recettes totales et les dépenses courantes à l'exclusion des intérêts sur la dette extérieure.

SOLDE PRIMAIRE COURANT = RECETTES TOTALES – (DEPENSES COURANTES – INTERETS SUR DETTE EXTERIEURE)

SOLDE PRIMAIRE (définition étroite)= RECETTES TOTALES –

(MASSE SALARIALE + PENSIONS + BOURSES + TRANSFERTS COURANTS + AUTRES DEPENSES + CONTRIBUTIONS BUDGETAIRES)

SOLDE PRIMAIRE (définition large)= Solde primaire (définition étroite)

–financement extérieur – prêts nets.

Il permet d'apprécier la capacité de l'Etat à couvrir ses dépenses de souveraineté.

4. La différence entre les recettes totales et les dépenses totales correspond au solde global base engagement ou base ordonnancement.

SOLDE GLOBAL (BASE ENGAGEMENT) = RECETTES TOTALES – DEPENSES TOTALES

Lorsque ce solde est positif, il correspond à un excédent, mais lorsqu'il est négatif, il s'agit d'un déficit.

5. La variation des arriérés de dépenses inscrite dans le TOFE représente la variation du stock global des arriérés ; un accroissement des arriérés est affecté du signe plus (+) et une diminution, du signe moins (–).

6. Le passage du solde base engagement au solde base caisse se fait par la variation des arriérés de dépenses.

SOLDE GLOBAL (BASE CAISSE) = SOLDE GLOBAL (BASE ENGAGEMENT) + VARIATION DES ARRIERES DE DEPENSES.

Lorsqu'il est de signe plus (+), il indique un excès de recettes par rapport aux dépenses et quand il est de signe (–), un excès de dépenses par rapport aux recettes traduisant un déficit.

Ministère de l'Economie et des Finances
 Direction Générale des Affaires Economiques
 Direction de la Prévision et de la Conjoncture

Le Solde Global (base caisse) étant établi, le TOFE détaille les moyens de financement utilisés pour combler le déficit, ce qui conduit à l'égalité importante suivante :

DEFICIT = FINANCEMENT

Au cas où un ajustement est opéré, on aura :

DEFICIT = FINANCEMENT + AJUSTEMENT

II Pondérations de l'IHPC

Les pondérations utilisées pour l'indice des prix à la consommation (IHPC) se déclinent comme suit :

1. Produits alimentaires et boissons non alcoolisées-----	3149
2. Boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants -----	94
3. Articles d'habillement et chaussures -----	734
4. Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles -----	1115
5. Meubles, articles de ménage et entretien courant -----	315
6. Santé -----	314
7. Transports -----	1399
8. Communication -----	619
9. Loisirs et culture -----	192
10. Enseignement -----	485

11. Restaurants et hôtels-----1117

12. Biens et services divers -----467

TOTAL -----10 000

III Exonérations

Les exonérations MP3 sont émises sous forme de crédits internes et douaniers par la Mission Fiscale de la DGI au profit des opérateurs remplissant les conditions préalablement établies. Outre les exonérations MP3, les exonérations couvrent également les mesures d'exemptions définies dans la Loi de finances de l'année.